



Des élus du parlement de Turquie et des élus européens visitent le centre de détention pour étrangers de Kumkapi, à Istanbul, avec le réseau Migreurop

Les 27, 28 et 29 mai 2010, le réseau Migreurop qui regroupe des associations de défense des droits et de soutien des étrangers de nombreux pays[1] en collaboration avec l'association stambouliote d'Helsinki Citizens' Assembly/ Refugee Advocacy and Support Program membre du réseau, se réunira à Istanbul pour une rencontre sur les politiques européennes d'asile et d'immigration. Durant ces trois journées, des militants vont confronter leurs connaissances, analyses et pratiques avec celles d'élus et de chercheurs afin de porter des campagnes et des actions remettant en cause les processus d'externalisation de la politique migratoire de l'Union européenne.

Les accords de réadmission communautaires ou bilatéraux comme celui qui vient d'être signé entre la Grèce et la Turquie, l'agence FRONTEX qui vient d'ouvrir un centre de gestion en Grèce et coordonne des opérations de contrôles aux frontières de l'Europe et les camps d'enfermement seront les trois thèmes qui guideront cette rencontre.

La Turquie est l'un des principaux pays par lequel transitent de nombreux migrants souhaitant aller dans un État de l'Union européenne ; ces exilés proviennent généralement de pays en guerre (Afghanistan, Irak, Palestine) voire d'autres régions du Moyen Orient et d'Afrique. Depuis quelques années, sous la pression de l'Union européenne, la Turquie a mis en place des camps de rétention où des étrangers sont enfermés pour une durée indéterminée.

Le réseau Migreurop, qui depuis longtemps mène campagne *Pour un droit de Regard dans les lieux d'enfermement* fera partie, avec des élus des Parlements européen et turc, d'une délégation qui se rendra le jeudi 27 mai 2010 dans l'un de ces camps situé à Istanbul, le centre de Kumkapi, afin de constater les conditions matérielles dans lesquelles les étrangers y sont détenus.

La délégation sera composée de : Hélène Flautre - MEP / Arlene McCarthy - MEP / Franziska Keller - MEP / Sebahat Tuncel – Membre du GNAT / Ufuk Uras – Membre du GNAT accompagnée par des membres du réseau Migreurop.

Ce sera l'occasion pour Migreurop de rappeler que les lieux d'enfermement pour étrangers dissimulent souvent des objectifs contraires aux engagements internationaux auxquels les pays ont adhéré (Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Convention internationale sur les droits de l'enfant, etc.), de demander aux gouvernements des Etats membres de l'UE et des pays situés à ses frontières de mettre fin à la détention administrative des migrants, et d'appeler la société civile à refuser les camps d'étrangers[2].

Contact presse:

Migreurop France: + 33 1 43 14 84 81
Migreurop Turquie + 90 539 578 93 58
HCA/RASP Turquie: +90 555 534 65 61

[1] Belgique, Espagne, France, Italie, Liban, Mali, Maroc, Mauritanie, Portugal, Royaume-Uni, Suisse, Togo, Turquie,

[2] Migreurop, *Pour la fermeture des camps d'étrangers en Europe et au-delà*, mais 2010.

